

Consultation publique de l'Arcep relative aux projets de lignes directrices portant sur les coûts susceptibles d'être pris en compte dans la détermination des frais de changement de fournisseur de services d'informatique en nuage autres que les frais liés au transfert de données et sur la détermination des frais de transfert de données en cas de recours simultané à plusieurs fournisseurs de services d'informatique en nuage

Contribution de Numeum

Numeum salue le travail mené par l'Arcep ainsi que la prise en compte des contributions issues des précédentes consultations dans l'élaboration des présentes lignes directrices. L'initiative de clarification du cadre applicable aux frais de changement de fournisseur constitue une étape importante pour renforcer la transparence et la confiance dans le marché du cloud.

Néanmoins, Numeum souhaite formuler plusieurs observations relatives au périmètre d'application du règlement sur les données (Data Act) et à son articulation avec les réalités opérationnelles des migrations cloud.

Champ d'application des lignes directrices

Numeum s'interroge sur le champ d'application exact des présentes lignes directrices. À la lecture du projet, une interprétation naturelle conduit à considérer que ces dispositions concernent prioritairement les services d'infrastructure (IaaS), qui constituent le socle technique du processus de changement de fournisseur tel que défini par le règlement sur les données.

Toutefois, si le périmètre devait également inclure les services de plateforme (PaaS), et plus encore les services logiciels (SaaS), cela soulèverait des questions additionnelles significatives, notamment en matière d'interopérabilité, de responsabilité des acteurs et de nature des coûts supportés. En effet, la distinction entre IaaS, PaaS et SaaS est de plus en plus relative et contextuelle en pratique. Un service peut être consommé comme du SaaS par un acteur tout en reposant sur une couche IaaS sous-jacente fournie par un autre acteur, ce qui complexifie fortement l'identification du périmètre des obligations.

Par exemple, du point de vue de l'équipe de développeurs d'un éditeur de LLM qui s'appuie sur l'usine d'IA (*AI Factory*) proposée par un fournisseur tiers, la consommation des ressources, micro-services et de l'environnement de développement nécessaires à l'entraînement des modèles d'IA pourrait être perçue comme une consommation de services SaaS, là où le fournisseur de l'usine d'IA opère, de son point de vue, une infrastructure IaaS.

Dans la même logique, dans un contexte commercial B2B, des services de bases de données hébergées ne s'inscrivent pas nécessairement dans la catégorie du PaaS. En effet, les clients de ces services ne sont alors pas nécessairement des utilisateurs finaux mais peuvent être des intégrateurs. Dans ce cas, les bases de données sont perçues comme des solutions SaaS, car elles répondent davantage à une logique d'utilisation complète et clé en main plutôt qu'à une plateforme de développement personnalisable.

Dès lors, des éléments de clarification additionnels seraient opportuns afin de garantir la sécurité juridique des acteurs et la cohérence du cadre. Ainsi, Numeum invite à ce que les définitions et le



champ d'application retenus par les lignes directrices tiennent pleinement compte de la complexité et de la diversité des marchés du cloud, notamment dans un contexte B2B.

Définition du « changement de fournisseur »

Numeum constate que le projet de lignes directrices reproduit les imprécisions du Data Act lui-même et fait ainsi courir le risque d'une interprétation extensive de la notion de « changement de fournisseur », qui ne reflète ni les usages observés dans l'industrie ni l'esprit du Data Act.

En effet, les dispositions du chapitre VI du Data Act visent à garantir un marché concurrentiel des services d'informatique en nuage fournis dans l'UE en luttant contre les effets d'enfermement et en permettant à l'utilisateur de passer sans interruption d'un fournisseur à un autre, sans qu'il ne rencontre d'obstacles techniques, juridiques et commerciaux, notamment tarifaires, injustifiés.

En ce sens, le règlement sur les données définit le changement de fournisseur comme un processus structuré impliquant notamment l'extraction, la transformation et le téléversement des données vers un nouvel environnement. Les dispositions du Data Act relatives au changement de fournisseur trouvent leur pleine logique et effet utile dans le cadre d'une migration totale et irréversible d'un fournisseur A vers un fournisseur B.

Or, en pratique, les architectures cloud des entreprises sont aujourd'hui caractérisées par une forte hybridation des systèmes, combinant infrastructures *on-premise*, *multi-cloud* et services interconnectés. Dans ce contexte, les migrations ne consistent pas systématiquement en un basculement total d'un fournisseur vers un autre, mais prennent la forme de transformations progressives, partielles et souvent complexes.

C'est notamment le cas lorsqu'un client industriel souhaite s'appuyer sur différentes solutions SaaS pour gérer de façon hybride un unique processus industriel. Dans un tel cas, l'utilisateur peut être amené à migrer partiellement une partie de ses actifs et données chez un deuxième fournisseur, qui proposera une solution répondant à une part du besoin fonctionnel global, tout en continuant à s'appuyer sur les solutions du fournisseur d'origine pour répondre à une autre part du besoin fonctionnel global. Cette migration partielle nécessite que le fournisseur d'origine fournisse une prestation de service complexe et orchestrée selon le rythme et les besoins spécifiques de l'utilisateur, afin de permettre aux différents systèmes de coexister, mais sans qu'il n'y ait changement total et définitif de fournisseur.

Selon Numeum, la prestation qui est fournie pour accompagner le client dans le transfert et la reconfiguration de sa gestion numérique d'un processus industriel complexe via des solutions de différents fournisseurs, dont celle du fournisseur d'origine, est une prestation allant au-delà des obligations du règlement sur les données, ce que le projet de lignes directrices ne fait pas apparaître de façon suffisamment explicite. Cette imprécision fait peser un risque juridique et économique important sur les fournisseurs de services cloud en SaaS dont les solutions sont utilisées dans des systèmes complexes, hybrides et interopérables. Elle ouvre la possibilité à un client de se prévaloir du règlement sur les données pour diminuer artificiellement le coût de son projet de transformation numérique, alors qu'il n'y a pas de changement effectif de fournisseur.

Numeum invite ainsi l'Arcep à préciser au sein des lignes directrices qu'un changement de fournisseur s'entend comme un changement complet et total, impliquant une sortie effective de l'environnement du fournisseur d'origine. A l'inverse, les situations de coexistence de systèmes (multi-cloud, hybridation, interconnexion d'applications industrielles) ne devraient pas être assimilées à un changement de fournisseur lorsque le premier fournisseur continue à répondre à



une part du besoin. Par symétrie, cette clarification devrait également apportée au sein des lignes directrices relatives au multi-cloud.

Responsabilité du fournisseur d'origine

Enfin, Numeum accueille favorablement la typologie retenue par l'Arcep de prestations et de postes de coûts susceptibles d'être pris en compte dans la détermination des frais de changement de fournisseur de services cloud autres que les frais liés au transfert de données, en ce qu'elle est fidèle aux réalités de marché.

Numeum se satisfait en particulier de la reconnaissance, par l'Arcep, de la possibilité pour le fournisseur d'origine de facturer certains coûts liés aux prestations d'assistance ou de mise à disposition d'outils et de ressources visant à faciliter le changement de fournisseur.

Pour autant, le projet de lignes directrices laisse parfois prise à l'interprétation selon laquelle le fournisseur d'origine, en mettant à disposition des outils et ressources ou en fournissant une prestation d'assistance technique, devrait répondre à une obligation de résultat quant au succès du changement de fournisseur. Or, le succès d'une migration dépend aussi de la capacité du fournisseur de destination à accueillir les données exportées selon un format qui correspond aux standards de l'industrie. Sur ce point, les lignes directrices gagneraient à être précisées afin de mieux refléter la limite des rôles et responsabilités de chacun des acteurs du changement de fournisseur.

A propos de Numeum

Numeum est le syndicat patronal et la première organisation des professionnels du numérique en France. Membre de la fédération Syntec qui constitue la deuxième branche représentative du MEDEF, il représente les entreprises de services du numérique (ESN), les éditeurs de logiciels, les plateformes et les sociétés d'Ingénierie et de Conseil en Technologies (ICT). Numeum rassemble plus de 2 500 entreprises adhérentes qui réalisent 85% du chiffre d'affaires total du secteur qui lui-même représente 70 milliards d'euros de chiffre d'affaires et 670 000 collaborateurs en France. Présidé par Véronique Torner depuis juin 2023, Numeum met en œuvre un projet d'impact pour faire rayonner la filière et fédérer les écosystèmes des professionnels du Numérique en France et en Europe. La présidence se fixe trois grandes priorités : les régions, pour accompagner les adhérents partout en France, les compétences, pour répondre aux défis de l'attractivité et de la mixité, et le numérique responsable pour accompagner et soutenir le développement d'un écosystème numérique dans une trajectoire d'impact positif sur le plan économique, social, sociétal et environnemental. Pour en savoir plus : <https://numeum.fr/>